

Perspectives régionales : Europe et Asie centrale

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances dans les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail général. Compte tenu de la diversité qui existe entre les régions, le but de ces synthèses n'est pas de comparer la situation de l'une à l'autre mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et les nouvelles tendances qui s'en dégagent, et en reliant ces dernières avec les principaux messages émanant des *Perspectives*. Les évaluations comparent généralement le point final de la période de projection des *Perspectives* (2032) avec la période de référence de 2020-22. La région Asie-Pacifique, vaste et hétérogène, fait l'objet de deux synthèses distinctes : d'un côté, l'Asie développée et de l'Est ; de l'autre, l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Les systèmes agricoles et alimentaires du monde entier ont connu ces dernières années de nombreuses perturbations : d'abord celles causées par la pandémie de COVID-19, puis celles liées à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. La flambée des prix des produits alimentaires qui a suivi a, dans de nombreuses régions, eu des conséquences sur l'accessibilité financière de ces produits et la sécurité alimentaire. Les synthèses régionales ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces perturbations mais reflètent les dernières projections macroéconomiques en date, à l'heure où le monde commence à sortir de ces difficultés. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles qui devraient sous-tendre les *Perspectives* sur le moyen terme, en supposant que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des produits destinés à l'alimentation (humaine et animale) et des carburants s'estomperont peu à peu, étant entendu que plusieurs incertitudes demeurent.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges figurant dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe fournissant des graphiques et tableaux de même type décrivant les principaux aspects des projections de la région.

Contexte

Un intérêt croissant pour la durabilité et des risques persistants liés à la guerre de la Russie contre l'Ukraine

La région Europe et Asie centrale¹ comprend des pays très hétérogènes situés sur deux continents et se trouvant à divers stades de développement. Ces pays présentent des différences notables sur le plan des ressources agricoles, de la démographie et des politiques publiques. La région est en outre confrontée à une multitude de risques, en raison notamment de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, qui contribue

également à la persistance d'une inflation alimentaire élevée, mais aussi des risques toujours présents associés aux fluctuations climatiques.

La région abrite 12 % de la population mondiale, mais cette proportion devrait diminuer d'ici à 2032 compte tenu d'une croissance démographique inférieure à 1 %. Les dynamiques démographiques varient de façon significative d'un pays à l'autre. En Europe de l'Ouest, où vivent 55 % des habitants de la région, elles resteront quasiment inchangées sur la période, tandis qu'elles devraient reculer de 0.7 % en Europe de l'Est. En Asie centrale, en revanche, la population devrait croître de 11 %, mais cela ne représentera encore que 11 % des habitants de la région en 2032. La région est très urbanisée, et 75 % de sa population devraient vivre en milieu urbain d'ici à 2032. En Asie centrale, cette proportion, plus faible qu'en Europe, devrait atteindre 51 % en 2032.

Le revenu moyen dans la région est supérieur à 26 000 USD par habitant et par an. Cette moyenne englobe des revenus pouvant atteindre près de 39 000 USD par habitant et par an dans les économies très développées d'Europe de l'Ouest, contre seulement 12 700 USD dans les pays de l'Est riches en ressources, et à peine 5 020 USD en Asie centrale. Si la région a relevé avec succès les défis économiques posés par la pandémie de COVID-19, avec un rebond de 5.7 % du PIB par habitant en 2021, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a déclenché une crise humanitaire en 2022. La prolongation du conflit pèse de plus en plus lourdement sur les économies européennes. La crise énergétique avait déjà entamé le pouvoir d'achat des ménages, et les mesures prises par les banques centrales pour maîtriser une inflation obstinément forte ont nettement durci les conditions financières. La croissance du PIB par habitant ne devrait pas dépasser 0.2 % en 2023, avant de remonter à 1.6 % à moyen terme. Les perspectives à moyen terme dépendront en grande partie de la durée de la guerre, mais le fait que le conflit traîne en longueur laisse entrevoir des risques importants pour la croissance associés à des risques persistants d'inflation.

Compte tenu des différents stades de développement des pays, la part des secteurs primaires de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la production halieutique et aquacole dans le PIB varie de 2 % dans l'Union européenne (UE) à 13 % en Asie centrale. De même, la part de l'alimentation dans le budget des ménages est estimée en moyenne à 11 % dans la région pour la période 2020-2022 (de quelque 6 % au Royaume-Uni à environ 12 % au Kazakhstan et 17 % en Türkiye et même plus dans quelques pays d'Asie centrale).² Les conséquences du niveau actuellement élevé des prix des produits alimentaires dans un contexte général d'inflation galopante varieront donc selon les pays et seront globalement plus lourdes dans les régions qui consacrent une part plus importante du revenu total à l'alimentation. Cela apparaît clairement dans la montée en flèche de la prévalence de l'insécurité alimentaire (de modérée à forte) en Asie centrale, à cause de la pandémie en 2020 puis de nouveau en 2021, malgré le rétablissement des revenus. Ce phénomène pourrait s'intensifier en 2022 et 2023, en particulier en Europe de l'Est, en raison du conflit actuel.

Les principaux producteurs agricoles de la région sont l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Russie, l'Ukraine, la Turquie et le Kazakhstan. La région est actuellement à l'origine de 12 % de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole mondiale, une part qui pourrait régresser à 11 % à l'horizon 2032, en grande partie sous l'effet de la stagnation en Europe de l'Ouest, alors que la production devrait croître de 1.2 % par an en Europe de l'Est et de 1.8 % par an en Asie centrale. Ces différences témoignent de disparités historiques en ce qui concerne la productivité totale des facteurs (PTF) de la région : de seulement 6 % en Europe de l'Ouest entre 2010 et 2019, la hausse de la PTF atteignait presque 50 % en Europe de l'Est grâce à la forte augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, par rapport toutefois à un faible niveau de départ.

Le secteur agricole de la région a relevé une multitude de défis pendant la pandémie de COVID-19, notamment une évolution du volume et de la composition de la demande, des goulets d'étranglement logistiques et des pénuries de main-d'œuvre, résultat des problèmes de mobilité de main-d'œuvre. Au

cours de l'année dernière, il a été confronté à de nouvelles difficultés en raison de la guerre en cours. Historiquement, la Russie était un important fournisseur d'intrants agricoles pour les autres pays d'Europe et l'Asie centrale, ainsi que pour de nombreux pays d'autres régions. Après leur envolée initiale, les prix des intrants ont commencé à baisser, et la configuration des échanges s'est modifiée. La Russie et l'Ukraine représentent par ailleurs une part importante des exportations agricoles. La prolongation du conflit limite la capacité de l'Ukraine à poursuivre ses activités agricoles, et la destruction des infrastructures a réduit sa capacité de production. En décembre 2022, après huit mois de combats, la (FAO, 2022^[9]) a estimé que les dégâts infligés au secteur agricole, qu'ils émanent de la destruction des machines et de l'équipement, des installations de stockage, du bétail et des cultures pluriannuelles, ou du vol d'intrants et de récoltes, dépassaient déjà les 2.2 milliards USD. Compte tenu de la forte diminution des volumes exportés, malgré le rôle facilitateur de l'Initiative céréalière de la mer Noire, de nombreux pays ont dû trouver d'autres sources d'approvisionnement.

La région Europe et Asie centrale a connu par le passé une croissance des exportations étonnante. Ces dix dernières années, la région a représenté presque 13 % de la croissance totale de la valeur nette mondiale de la production agricole, halieutique et aquacole, mais 38 % de la croissance des exportations mondiales. Cela s'explique par une productivité accrue en matière de production animale et végétale, associée à une croissance démographique limitée et à une base de consommateurs relativement mature dans la région. Cette orientation croissante vers les exportations a été largement influencée par la part accrue de l'Europe de l'Est, avec une contribution majeure de la Russie et de l'Ukraine. Cette tendance devrait par conséquent s'atténuer, en particulier à court terme, en raison des effets de la guerre sur la production ukrainienne et donc sur la capacité du pays à exporter. De nombreuses incertitudes demeurent concernant une possible résolution de ce conflit ainsi que le temps nécessaire pour reconstruire les infrastructures endommagées et rétablir totalement la capacité de production du pays. Les échanges commerciaux seront également influencés par les sanctions imposées à la Russie. Même si celles-ci n'affectent pas directement les échanges de produits agricoles et alimentaires, elles peuvent engendrer des effets indirects liés aux difficultés logistiques et aux contraintes financières. Une part substantielle des échanges se concentre dans la région, ce qui signifie que l'évolution des accords commerciaux préférentiels (notamment les futurs arrangements commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne) jouera également un rôle.

L'Union européenne génère près de la moitié de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole de la région. Ses stratégies « De la ferme à la table » et en faveur de la biodiversité témoignent de la priorité accordée à la durabilité et au renforcement de la résilience. La stratégie « De la ferme à la table » partage la vision d'un système alimentaire équitable, sain, durable et respectueux de l'environnement. Elle pourrait exercer une influence sur l'évolution de la demande, les échanges, la compétitivité et la croissance de la production dans la région. D'autres objectifs énoncés dans les réformes de la politique agricole commune (PAC), tels que la réduction de la dépendance énergétique grâce à une augmentation de la production d'énergies renouvelables, le renforcement de la résilience du secteur et la modification des régimes alimentaires, interviendront également dans l'évolution de la situation.

De toutes les régions examinées dans les présentes *Perspectives*, c'est l'Europe et l'Asie centrale qui sont en proie à la plus grande incertitude du fait de la guerre actuelle de la Russie contre l'Ukraine. Après plus d'un an de conflit, même en envisageant une résolution, la destruction massive des infrastructures, les pertes humaines et le déplacement de la main-d'œuvre nécessiteront des investissements considérables pour rétablir la capacité de production de la chaîne agroalimentaire. Ces incertitudes liées aux perspectives de production en Europe de l'Est apparaissent alors que les politiques adoptées au sein de l'Union européenne mettent de plus en plus l'accent sur la durabilité, ce qui entraînera une augmentation des coûts nécessaires pour accroître la production, notamment du fait des conséquences du changement climatique. Dans un contexte d'efforts visant à réduire la dépendance énergétique et à renforcer la résilience du secteur agricole, il restera essentiel d'améliorer durablement la productivité.

Production

Ralentissement de la croissance sur fond de guerre en Ukraine

Comparée à la période de référence 2020-22, la valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ne devrait augmenter que de 7 % d'ici à 2032, soit moins de deux fois les taux de croissance observés par le passé. Elle devrait progresser de 22 % en Asie centrale, de 11 % en Europe de l'Est, et de moins de 2% en Europe de l'Ouest, d'ici à 2032. On suppose que l'Ukraine atteindra une capacité de production historique en 2032, mais le relèvement prendra du temps. La croissance de la production en Europe de l'Est devrait être dominée par la Türkiye (26 %) et la Russie (9 %). Le Kazakhstan représentera presque un tiers de la croissance enregistrée en Asie centrale. En Russie, la hausse reposera sur la production végétale, tandis qu'en Türkiye et au Kazakhstan, elle sera due à la fois aux productions végétales et animales.

La croissance tiendra essentiellement à une amélioration de la productivité, car la superficie exploitée devrait continuer à se réduire sur le long terme. La superficie affectée à la production végétale devrait diminuer de 128 kha, soit une fraction des terres utilisées pour le pacage, qui devraient perdre 1.2 Mha. Ces valeurs agrégées masquent des différences entre les régions. En Asie centrale, par exemple, la superficie agricole totale ne devrait progresser que très légèrement, mais de manière beaucoup plus prononcée pour les pâturages que pour les cultures. En Europe de l'Est, la superficie affectée à la production végétale pourrait augmenter faiblement, mais on s'attend à un recul notable des pâturages. En Europe de l'Ouest, la contraction devrait concerner à la fois les terres utilisées pour le pacage et la production végétale.

Dans l'ensemble de la région Europe et Asie centrale, 44 % de la valeur générée par la production agricole, halieutique et aquacole provient du secteur des cultures. Une hausse de 0.9 % par an suffira à faire augmenter légèrement cette proportion d'ici à 2032. Cette croissance s'explique à la fois par l'intensification prévue en Europe de l'Ouest et en Asie centrale et par l'amélioration des rendements permise par l'innovation technologique. Une hausse des rendements est attendue pour toutes les cultures principales, de 0.7 % par an pour les céréales à 0.9 % pour les légumineuses. Cette hausse sera en partie attribuable à une augmentation de 7 % de l'emploi d'engrais par hectare de terre cultivée du fait de la normalisation des prix de ces produits.

L'accroissement de la production végétale de la région sera majoritairement associé aux céréales et aux oléagineux, essentiellement en provenance d'Europe de l'Est. La Russie, en particulier, devrait conserver un niveau de croissance soutenu pour le maïs (24 %), le blé (14 %), le soja (32 %) et les autres graines oléagineuses (19 %) au cours des dix prochaines années. En 2032, le pays devrait assurer 44 % de la production de soja de la région, 28 % de celle d'autres oléagineux et 29 % de celle de blé. Cette progression sera due à la fois à une hausse des rendements et à une expansion des surfaces cultivées, avec 2.7 Mha supplémentaires consacrés à ces quatre cultures en 2032 par rapport à la période 2020-22. La hausse des rendements devrait par ailleurs dépasser 1 % par an pour le blé et le maïs et frôler les 1 % pour les oléagineux. En dehors de la Russie, une forte augmentation de la production de blé est également attendue en Türkiye et au Kazakhstan, qui devraient respectivement enregistrer une progression de 19 % et 29 % d'ici à 2032. Si l'Ukraine a largement contribué à l'augmentation de la production par le passé, le lent relèvement qui l'attend à l'issue du conflit actuel limitera ses perspectives de croissance.

La production animale représente 46% de la production agricole, halieutique et aquacole totale de la région. Elle devrait connaître une croissance moins rapide que la production végétale, à seulement 0.4 % par an. L'Europe de l'Ouest continue de représenter 63 % de l'activité d'élevage de la région, mais un léger recul sera observé au cours de la décennie à venir dans un contexte de transition en faveur de la durabilité écologique, et sa part diminuera pour passer à 59 % en 2032. Une croissance plus vigoureuse en Europe de l'Est et en Asie centrale permettra à ces régions d'accroître leur contribution, pour atteindre

respectivement 39 % et 12 % de la production animale totale de la région. La viande de volaille représentera la majeure partie de la viande supplémentaire produite d'ici à 2032, et même si la croissance devrait être soutenue dans toute la région, le surcroît de production sera essentiellement enregistré en Europe de l'Est, avec près de 40% du surplus à mettre au compte de la Türkiye. La production de viande porcine devrait perdre du terrain, principalement en raison d'une baisse de la production en Europe de l'Ouest.

Près de la moitié des produits laitiers de la région sont produits en Europe de l'Ouest, mais cette proportion devrait passer à 44 % en 2032. Cette diminution s'explique par un recul de 5 % de la production anticipé en Europe de l'Ouest, associé à une croissance de 7 % en Europe de l'Est et de 35 % en Asie centrale, qui entraîneront une hausse nette de 5 % dans la région. Le cheptel de bovins devrait augmenter en Europe de l'Est et en Asie centrale, tandis qu'une diminution de 9 % est prévue en Europe de l'Ouest, essentiellement dans les systèmes intensifs. En effet, on s'attend à ce que la transition engagée par l'Union européenne en faveur de la priorisation du développement durable réduise sa part dans la production mondiale : celle-ci devrait passer à moins de 15 % en 2032, contre 17 % pendant la période de référence 2020-22.

La production halieutique et aquacole compte pour 10 % dans la production agricole totale, une croissance de 10.5 % d'ici à 2032 suffira à maintenir cette position. La part de l'aquaculture dans la production totale devrait atteindre 25 % en 2032, grâce à une croissance de 1.6 % par an, contre seulement 0.5 % par an pour la pêche.

Les émissions directes de GES liées à l'agriculture devraient rester presque inchangées au niveau régional, avec une hausse de 0.6 % d'ici à 2032. Elles devraient notamment baisser de 5 % en Europe de l'Ouest et de 4 % dans l'Union européenne, essentiellement grâce à des diminutions dans le secteur de l'élevage. Elles devraient en revanche augmenter en Europe de l'Est et en Asie centrale, où les cheptels continueront de s'agrandir. Compte tenu de la hausse actuelle de la productivité, le volume de ces émissions rapporté à la valeur de la production agricole devrait diminuer de 6 % par rapport à la période de référence 2020-22. C'est en Europe de l'Ouest que cette baisse des émissions par rapport à la production sera la plus forte, atteignant 7%.

Consommation

Des tendances divergentes concernant les aliments d'origine animale, en baisse en Europe de l'Ouest et en hausse en Asie centrale

Malgré la relative maturité de la base de consommateurs dans la majeure partie de la région, aucun secteur n'échappe aux conséquences des perturbations que constituent notamment la pandémie de COVID-19, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et les pressions inflationnistes croissantes, notamment pour la nourriture. Les questions d'accessibilité financière sont particulièrement sensibles dans les régions où les mesures d'aide au revenu sont insuffisantes et où l'alimentation représente une part plus large du budget des ménages. De plus, en Europe de l'Est, la poursuite de la guerre a engendré toute une série de nouveaux problèmes de sécurité alimentaire et de perturbation des chaînes d'approvisionnement, du fait des millions de personnes déplacées, des dégâts subis par les infrastructures et les chaînes de distribution ainsi que d'une importante volatilité des prix. En dehors de la zone directement touchée par le conflit, la plupart des perturbations liées à la pandémie se sont atténuées, mais bon nombre des tendances de consommation adoptées à cette occasion (modification des canaux d'approvisionnement, augmentation des achats locaux et intérêt accru pour une alimentation saine) devraient se poursuivre, influençant la demande.

La disponibilité moyenne en calories par habitant et par jour dans la région est bien supérieure à la moyenne mondiale et devrait s'accroître de seulement 2 % ou 54 kcal par jour, ce qui la portera à plus de

3 430 kcal par jour en 2032. Cette évolution ne sera toutefois pas homogène dans toute la région. En Europe de l'Ouest, et en particulier dans l'UE, la disponibilité totale en calories devrait diminuer en raison d'une sensibilisation accrue de la base de consommateurs bien établie aux questions de santé et de durabilité (notamment d'un point de vue environnemental), qui entraînera un recul de la consommation d'huiles végétales et de produits animaux. À l'inverse, la disponibilité en calories devrait augmenter de 163 kcal par jour en Europe de l'Est et de 222 kcal par jour en Asie centrale. Ces hausses concerneront la plupart des catégories de produits alimentaires, en particulier les céréales, les huiles végétales, la viande et les produits laitiers.

La disponibilité en protéines par habitant était supérieure de près de 23 % à la moyenne mondiale durant la période 2020-22. En 2032, elle ne devrait progresser que de 4 % pour atteindre 107 g par jour. Si cette hausse est attendue dans toute la région, elle sera moins importante en Europe de l'Ouest qu'ailleurs. Plus de la moitié des protéines supplémentaires consommées devraient être issues de produits végétaux, souvent considérés comme des alternatives saines aux produits animaux. La viande et les produits laitiers afficheront également une croissance notable de 0.2 % et 0.6 % par an respectivement, mais cette hausse concernera surtout l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. La consommation de viande devrait avoisiner 50 kg par habitant en 2032, un chiffre supérieur de plus de 67 % à la moyenne mondiale.

Au sein de l'Union européenne, la consommation de protéines est déjà importante, et les consommateurs se montrent de plus en plus sensibles aux questions de santé et aux enjeux environnementaux. La consommation de produits laitiers devrait par conséquent diminuer de 5 %. Ce groupe de produits conserve toutefois une place importante et devrait représenter 13 % de l'apport total en calories et 21 % de l'apport total en protéines en 2032. La consommation de fromage restera plus de six fois plus élevée que la moyenne mondiale, et celle de beurre, deux fois plus élevée. De même, les produits carnés constitueront 24 % de la disponibilité totale en protéines en 2032, malgré un léger déclin de la consommation totale par habitant. Le faible recul de la consommation de viande porcine, bovine et ovine devrait être en partie contrebalancé par la hausse de la consommation de volaille, dont la part dans la consommation totale de viande augmentera pour atteindre près de 30 % en 2032.

De manière générale, la consommation de poisson devrait augmenter de 5 % dans la région, avec une croissance plus rapide attendue en Asie centrale et dans l'Union européenne. En Europe de l'Ouest, les niveaux de consommation, déjà élevés, devraient dépasser de presque 10 % (soit 2 kg par habitant) la moyenne mondiale en 2032. À l'inverse, l'Asie centrale, qui part d'un niveau faible, enregistrera une hausse à peine suffisante pour atteindre 22 % de la consommation mondiale moyenne en 2032.

Cette importance relative des produits animaux se retrouve également dans la production et la consommation d'aliments pour animaux, un secteur dans lequel la région représente près d'un quart de l'utilisation mondiale. Les perspectives de croissance sont similaires à celles de la production animale, avec un net déclin attendu dans les dix années à venir. L'utilisation totale de produits d'alimentation animale devrait augmenter de 2.6 % d'ici à 2032, avec une baisse de 4 % en Europe de l'Ouest, compensée par des hausses de 12 % en Europe de l'Est et de 25 % en Asie centrale. Près de la moitié de la hausse de consommation enregistrée en Europe de l'Est sera attribuable à la Türkiye. La concentration de la croissance en Europe de l'Est explique également pourquoi la consommation animale de maïs augmentera plus rapidement que celle de blé.

La volonté de l'Union européenne d'accroître sa production d'énergies renouvelables s'inscrit dans son nouvel objectif global consistant à porter à 32 % leur part dans la consommation énergétique d'ici à 2030. Malgré la diminution attendue de la consommation d'essence et de diesel, la consommation d'éthanol devrait augmenter de près de 8 % au cours des dix prochaines années, et celle de biodiesel devrait rester stable. Compte tenu des problèmes de durabilité liés à l'huile de palme, classée à haut risque par la directive sur les énergies renouvelables, l'utilisation de cette dernière pour la production de biodiesel devrait diminuer de près de 11 %.

Échanges

La lente reprise des exportations ukrainiennes dépendra de la résolution du conflit

Les échanges commerciaux en Europe et en Asie centrale sont parmi les plus dynamiques des régions examinées dans le présent chapitre. Alors que la région était par le passé l'une des plus grosses importatrices nettes, son déficit a été divisé par trois en l'espace de dix ans. Cette évolution a essentiellement été portée par l'Europe de l'Est, en particulier la Russie et l'Ukraine, où l'excédent exportable réalisé pour la période 2020-22 dépassait le déficit enregistré dix ans plus tôt. Étant donné le conflit actuel dans la région, cette tendance devrait également se modifier, au moins à court terme (Graphique 1). Ces dix dernières années, l'Ukraine était à l'origine de près de 40 % de l'augmentation des exportations nettes en provenance d'Europe de l'Est. Si l'accord sur les exportations de céréales signé mi-2022 sous le nom d'Initiative céréalière de la mer Noire (Black Sea Initiative) a joué un rôle essentiel dans la poursuite des exportations depuis l'Ukraine, les volumes ont nettement diminué et la production est anticipée à la baisse en raison de la guerre ; les exportations devraient donc continuer à reculer à court terme. La poursuite de l'extension de l'accord sur les céréales reste également incertaine. La résolution du conflit permettrait la reprise de la production et des exportations à moyen terme, mais le rétablissement des capacités productives et commerciales nécessitera vraisemblablement beaucoup de temps et des investissements considérables. D'après les hypothèses de base, il faudrait attendre 2031 pour que les exportations ukrainiennes retrouvent leur niveau de 2021. Par conséquent, même si l'on estime que les exportations nettes en provenance d'Europe de l'Est augmenteront d'un peu plus de 22 % par rapport à la période de référence 2020-22, la croissance absolue des exportations nettes n'atteindra même pas la moitié du niveau enregistré durant la dernière décennie. La croissance se concentrera vraisemblablement en Russie et en Türkiye, où les exportations devraient s'accroître de 1.9 % et 2.4 % par an respectivement. Ces hausses, associées à une croissance des exportations d'Europe de l'Ouest de l'ordre de 1.8 % par an, suffiront à générer un léger excédent commercial net pour la région Europe et Asie centrale d'ici à 2032.

Le volume total des exportations de la région pourrait augmenter de 19 % d'ici à 2032 grâce à la poussée de 23 % des exportations de produits végétaux, celles des produits d'origine animale affichant une hausse plus modérée (12 %). Les exportations de céréales devraient augmenter de 20 % (soit 32 Mt) d'ici à 2032, et plus de la moitié des volumes supplémentaires seront à mettre au compte de la Russie. En 2032, l'ensemble de la région représentera 36 % des exportations mondiales de céréales, majoritairement à destination du Proche-Orient et de l'Afrique subsaharienne. La croissance étant concentrée en Russie, le blé représentera plus de la moitié des exportations de céréales supplémentaires d'ici à 2032, ce qui augmentera sa part dans le volume total des exportations de céréales de la région. Les exportations de maïs sont également anticipées à la hausse, et la région devrait intervenir pour 22 % dans les échanges mondiaux de maïs en 2032.

L'Europe et l'Asie centrale sont à l'origine de plus de 40 % des exportations mondiales de produits animaux, et près de 90 % de ces volumes proviennent de l'Union européenne. Si la croissance des exportations de produits d'origine animale de l'UE devait ralentir drastiquement par rapport à la décennie précédente, la région continuerait d'assurer 46 % des échanges mondiaux de ces produits en 2032. Elle représentera une part importante à la fois dans les produits carnés et laitiers. Compte tenu de la baisse de la production, les exportations de viande de l'UE devraient diminuer de 16 %, mais ce recul concernera surtout le secteur porcin, tandis que les exportations de volaille et de viande bovine devraient rester relativement stables. Du fait de ce fléchissement, la région ne représentera plus que 31 % des échanges mondiaux de viande porcine.

L'Union européenne, actuellement à l'origine de 28 % des exportations mondiales de produits laitiers, conservera cette part de marché grâce à une croissance de 1.6 % par an. Sa contribution relative et ses perspectives de croissance varieront selon les produits. Une part croissante de sa production de lait (en

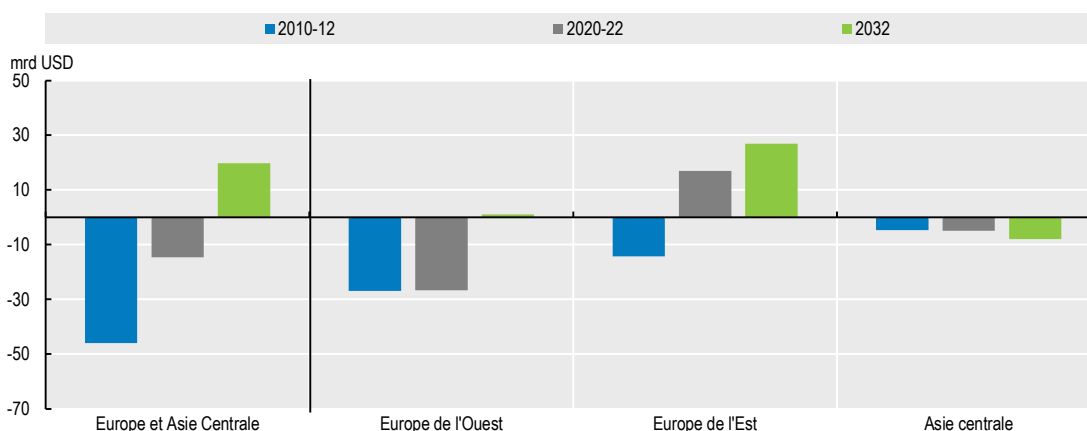
perte de vitesse) sera transformée en fromage et beurre, ce qui entraînera un essor des exportations de fromage de près de 28 % au cours des dix prochaines années tandis que celles de beurre devraient augmenter de 17%. Ses exportations de produits laitiers, pour atteindre 43 % du marché mondial en 2032. L'UE devrait en revanche voir reculer sa part dans les échanges mondiaux de lait écrémé en poudre et de lait entier en poudre.

La région est également une grosse exportatrice de produits halieutiques et aquacoles, essentiellement grâce à la Russie et à la Norvège. Elle est à l'origine de 26 % des exportations mondiales de poisson, une part plus importante que celles de toutes les autres régions examinées dans le présent chapitre. La croissance de ces exportations devrait cependant redescendre à 0.3 % par an, ce qui permettra à la région Asie de l'Est et développée d'arriver en tête des parts de marché d'ici à 2032.

Bien que la région privilégie de plus en plus les exportations, elle reste une importatrice majeure pour de nombreux produits agricoles. Ses importations devraient augmenter de 13 % d'ici à 2032, avec une croissance bien plus rapide en Asie centrale (près de 39 %, mais par rapport à un niveau de référence plus faible). Du fait de cette orientation croissante vers les exportations en Europe, associée à une hausse des importations d'Asie centrale, une part substantielle des importations supplémentaires pourrait être enregistrée au sein de la région. Environ 15 % des importations supplémentaires en Asie centrale devraient concerner les produits d'origine animale, dont l'UE est l'un des principaux fournisseurs.

Outre les produits d'origine animale, la région importe des volumes importants de riz et d'huile végétale, mais également de maïs et de tourteaux protéiques destinés à l'alimentation animale. Concernant les tourteaux protéiques et, dans une moindre mesure, le blé, sa part dans les importations mondiales devrait diminuer d'ici à 2032, en raison du ralentissement prévu de sa production animale, et donc de sa consommation d'aliments pour animaux.

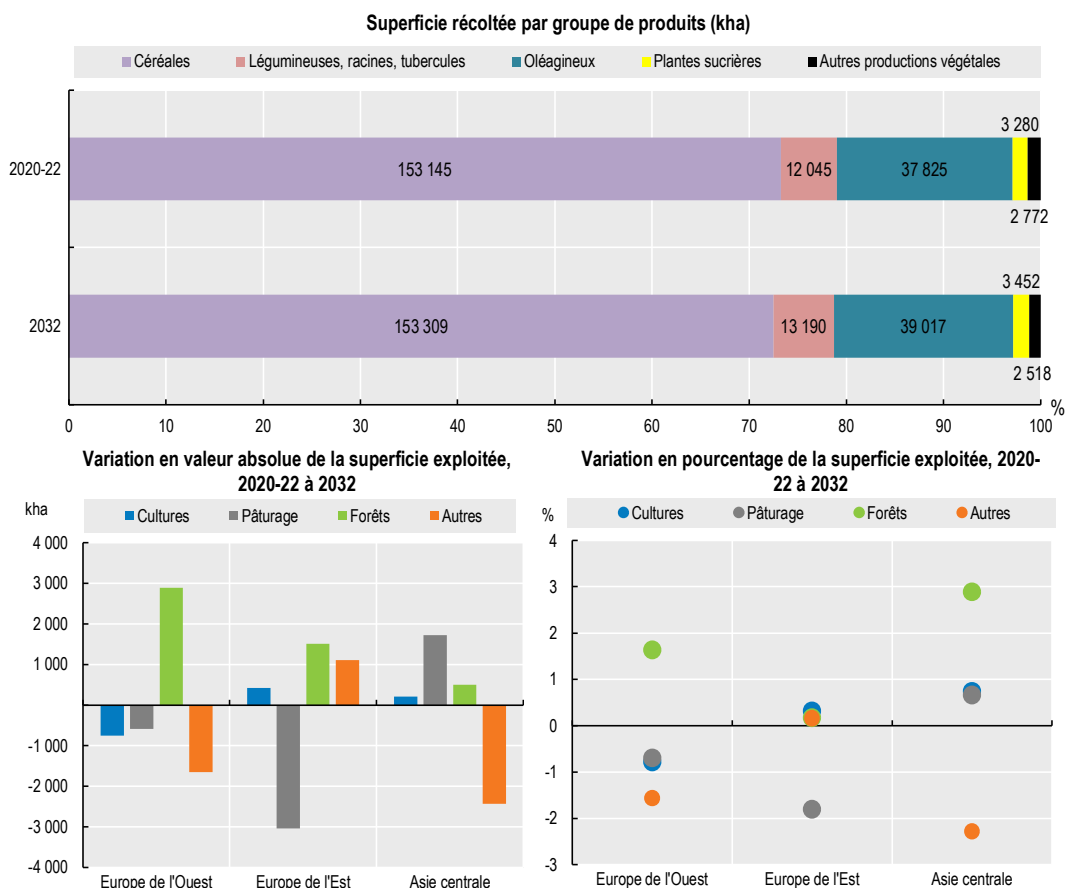
Graphique 1. Exportations nettes de produits agricoles, halieutiques et aquacoles de la région Europe et Asie centrale (produits transformés inclus)



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Indices commerciaux » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des *Perspectives*. Les données relatives aux produits non étudiés dans les *Perspectives* ont été obtenues par extrapolation. Les produits transformés, habituellement absents des variables étudiées dans les *Perspectives*, sont également pris en compte dans les valeurs du total des échanges. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/TI> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

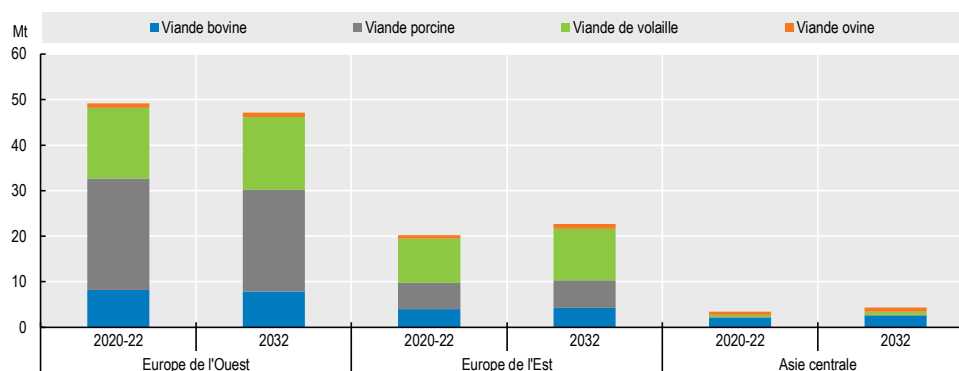
Graphique 2. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Europe et Asie centrale



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/o4g3au>

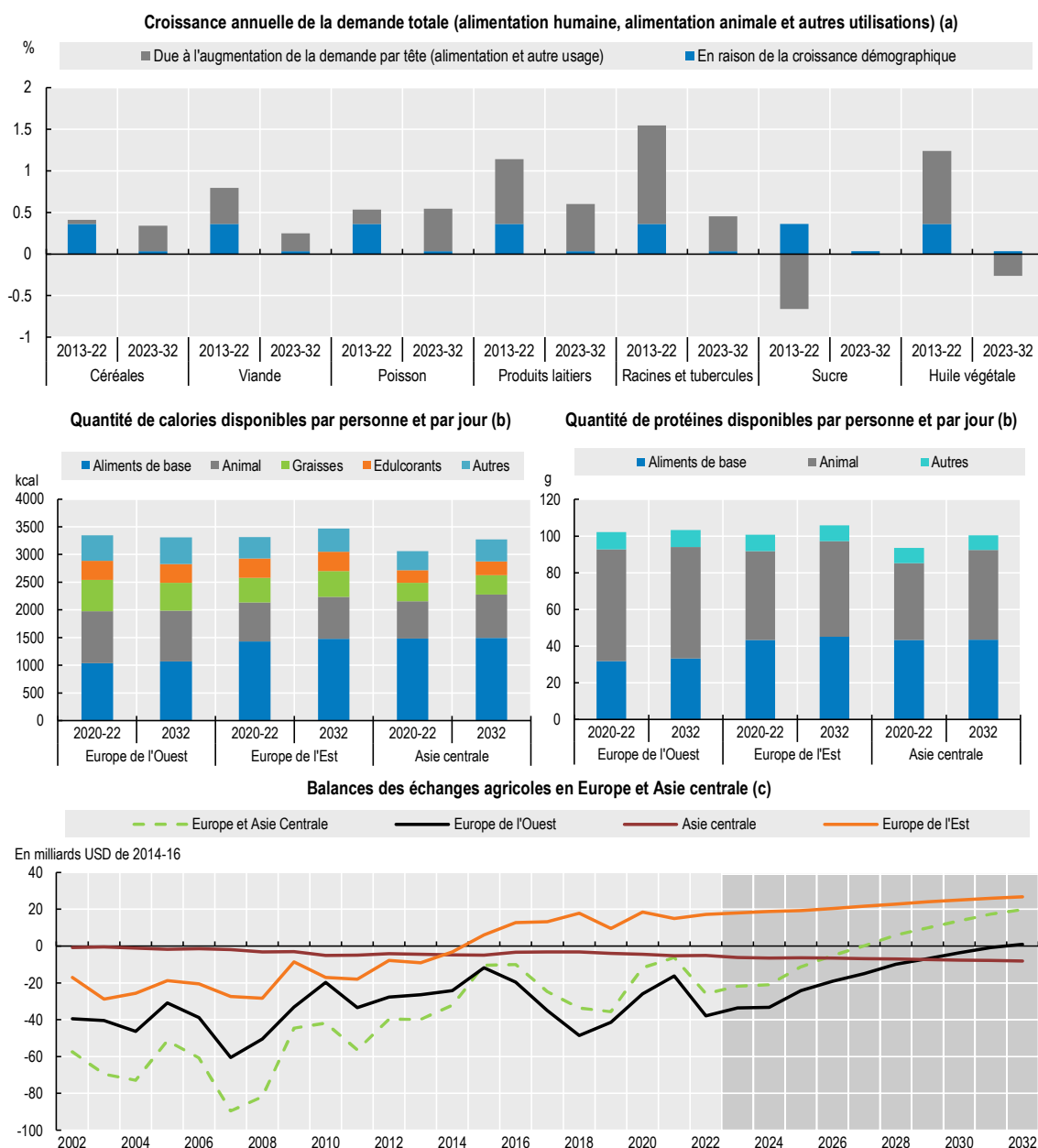
Graphique 3. Production animale de la région Europe et Asie centrale



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/b95lqh>

Graphique 4. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Europe et Asie centrale



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/p65kns>

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Europe et Asie centrale

	Moyenne		2032	%	Croissance ²	
	2010-12	2020-22 (référence)			Référence à 2032	2013-22
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	898 949	933 612	941 640	0.86	0.36	0.04
PIB par habitant ¹ (kUSD)	24.14	26.67	31.98	19.89	1.17	1.62
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	446.1	510.2	544.4	6.71	0.90	0.67
Valeur nette de la production végétale ³	192.3	223.7	243.5	8.85	0.52	0.88
Valeur nette de la production animale ³	205.7	234.3	243.2	3.82	1.32	0.44
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	48.1	52.2	57.7	10.51	0.75	0.80
Quantité produite (kt)						
Céréales	493 164	597 565	638 602	6.87	0.61	0.74
Légumineuses	8 450	12 888	16 742	29.90	4.63	2.47
Racines et tubercules	28 705	31 318	33 355	6.50	1.52	0.54
Oléagineux ⁴	49 460	69 540	76 464	9.96	2.19	1.08
Viande	61 798	72 875	74 075	1.65	1.66	0.26
Produits laitiers ⁵	25 684	29 588	31 628	6.90	1.25	0.69
Produits halieutiques et aquacoles	17 177	18 767	20 699	10.30	0.87	0.79
Sucre	26 768	27 232	28 733	5.51	0.74	0.42
Huile végétale	24 391	34 422	36 854	7.06	2.74	0.76
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	11322	17877	18071	1.09	4.34	0.12
Éthanol	7 028	8 402	9 266	10.28	1.46	1.03
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	774 111	767 890	765 863	-0.26	-0.05	0.01
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	254 143	254 015	253 887	-0.05	-0.03	0.09
Superficie totale des pâturages ⁷	519 968	513 876	511 977	-0.37	-0.06	-0.03
Émissions de GES (Mt éq. CO2)						
Total	757	787	792	0.63	0.19	0.07
Imputables à la production végétale	190	204	207	1.32	0.43	0.25
Imputables à la production animale	555	567	568	0.18	0.06	-0.03
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	3 269	3 307	3 359	1.57	0.05	0.32
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	99.0	100.8	104.6	3.8	0.2	0.4
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	160.3	160.3	166.7	4.01	-0.15	0.39
Viande	46.2	47.8	48.7	1.85	0.20	0.16
Produits laitiers ⁵	27.3	29.4	31.1	5.71	0.58	0.56
Produits halieutiques et aquacoles	18.5	18.1	18.7	3.33	-0.07	0.43
Sucre	35.9	33.2	33.1	-0.52	-0.57	-0.02
Huile végétale	18.1	20.5	20.2	-1.45	0.18	0.02
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	- 46	- 15	20	-235.86
Valeur des exportations ³	435	573	684	19.35	2.45	1.84
Valeur des importations ³	481	588	664	13.00	2.09	1.04
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹⁰						
Céréales	112.0	118.9	124.1	4.38	0.19	0.30
Viande	99.6	107.0	106.2	-0.80	0.86	0.01
Sucre	81.9	87.6	91.7	4.70	0.96	0.53
Huile végétale	84.2	95.7	105.2	9.90	1.5	1.0

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit : $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) * 100$.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Notes

¹ Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif des groupements de pays.

² Source OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, avec les données relatives aux dépenses alimentaires et aux PIB exploitées dans les présentes *Perspectives*.